

## **Intervention de M. Hamit BOZARSLAN**

*Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)*

### **SÉMINAIRE D'ÉTUDE SUR LES KURDES**

**Mercredi 27 mars 2019**

Monsieur le Président.

Mesdames et Messieurs, je suis vraiment content d'être aujourd'hui avec vous pour parler de la question kurde. Je me suis d'abord demandé si j'allais faire un panorama historique qui couvrirait le XX<sup>e</sup> siècle dans sa totalité ou si je devais me concentrer beaucoup plus sur ces dernières années. Finalement, j'ai décidé de parler de la période post 2013-2014 car vous avez déjà rappelé les grandes lignes de l'histoire kurde, et de la division des kurdes entre plusieurs États.

La période post 2013-2014 a été en quelque sorte la période de la refondation et de la redéfinition de la question kurde. Permettez-moi un court instant de me placer au début de l'année 2013. Il y avait un grand optimisme concernant la question kurde, et beaucoup d'observateurs pensaient que la violence qui avait marqué le XX<sup>e</sup> siècle était désormais terminée. Pourquoi cela ? Parce qu'il y avait une expérience de l'autonomie, qui avait pris une forme fédérale, au Kurdistan irakien. Les rapports avec Bagdad étaient assez conflictuels, mais il n'en reste pas moins que les institutions kurdes avaient fait preuve de leur viabilité. Au lendemain de la série d'attentats qui a décimé une partie du pouvoir à Damas, le 19 juillet 2012, le régime de Bachar el-Assad s'est retiré d'une grande partie du Kurdistan. La perspective d'une nouvelle période de réforme en Iran commençait à se préciser. Certes, on avait déjà été déçu par la période sous Ahmadinejad, mais on espérait tout de même une amélioration des rapports entre les pays occidentaux et l'Iran. Enfin, au Kurdistan de Turquie, il y avait quelques lueurs d'espoir, autrement dit un processus de paix.

Je crois que durant cette période, les kurdes iraniens, irakiens et syriens, s'estimaient comme une sorte d'Athènes du Moyen-Orient. Comme vous le savez, sous l'Athènes classique, théoriquement, la violence est interdite dans la cité, elle ne peut être déployée en dehors de la cité. Mais contrairement à Sparte, Athènes ne se voulait pas comme un modèle militarisé et totalitaires. Deux ans après, la totalité du Kurdistan a été remilitarisée et on s'est retrouvé en face de l'émergence d'un système que l'on peut associer à Sparte.

Pourquoi une telle évolution ? Je crois qu'à la base de cette évolution, il y'a l'effondrement du modèle étatique au Moyen-Orient, qui a été mis en place dans les années 1920. C'est un modèle étatique supposément westphalien. Comme vous le savez, l'État westphalien est un État qui pacifie son territoire, qui protège sa population, et parfois peut avoir le droit de faire la guerre en dehors de ses frontières. Mais il va de pair avec la pacification et la protection de sa propre population. Or, au Moyen-Orient, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, l'État westphalien a été un État qui a surtout réprimé sa propre population. Une fois arrivé aux années 2010, on a vu très clairement que ce modèle n'était plus viable.

Tout cela a redéfini la question kurde. Parce que tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la question kurde avait principalement été déterminée par trois facteurs.

Le premier est le facteur de la frontière, car les kurdes avaient été divisés. Ces frontières ont été extrêmement militarisées et la continuité du groupe avait cessé d'exister. Certes, dans l'imaginaire kurde, le Kurdistan n'était qu'une seule entité. Certes il avait une histoire commune imaginaire. Mais défier les frontières signifie tout simplement défier l'État. Je crois que dans la division des Kurdes, sur

laquelle vous avez déjà beaucoup insisté, a joué un rôle extrêmement important, y compris concernant l'alphabet par exemple.

Il y a un deuxième facteur qui a déterminé l'évolution de la question kurde, c'est celui du nationalisme exclusif des États. En Turquie, cela est très évident, mais cela est aussi le cas en Irak, en Syrie et en Iran. Il y a un nationalisme persan, un nationalisme arabe, avec leur propre lecture de l'histoire, qui ne laisse absolument aucune place à d'autres communautés. D'autant plus que dans un pays comme la Turquie, la répression des Kurdes faisait suite à la répression et au génocide des arméniens.

Un troisième point déterminait la question kurde : la volonté de cesser d'être une minorité, autrement dit de sortir du processus de « minorisation » pour s'imposer comme le sujet de l'histoire. Les Kurdes n'ont cessé de dire qu'ils avaient une histoire, qu'ils déterminaient leur présent, et qu'ils voulaient se projeter dans l'avenir. Comme on le sait, les minorités ne sont pas des minorités numériques, mais elles existent car, à un moment donné, il y a un groupe qui est minorisé, autrement dit privé de droits.

Ces trois facteurs expliquent pourquoi la résistance kurde a été aussi acharnée et aussi pourquoi la répression de l'état a été si forte.

En 2012, 2013, et 2014, cette situation n'était plus valable car d'autres acteurs émergeaient, notamment l'état islamique. À ce propos, je crois qu'il est extrêmement important de saisir que le conflit syrien a joué un rôle central dans la redéfinition de la question kurde mais aussi plus généralement du Proche-Orient. Les frontières externes qui devaient séparer les États avaient cessé d'exister. Le conflit syrien est devenu, d'abord, un conflit syro-libanais. Par la suite, il est devenu un conflit syro-irakien, puis syro-turc, et donc le conflit n'a cessé de s'élargir.

Surtout, lors de ce conflit, l'État syrien s'est transformé en État milicien, partageant sa souveraineté avec d'autres milices. Il ne faut pas oublier qu'en 2013, il y avait près de 1200 milices en Syrie. Autrement dit, le trône et le territoire syriens étaient fragmentés en 1200 parties. Ainsi, un État souverain siégeant à l'ONU coexistait avec d'autres milices. Cela a d'ailleurs été en partie le cas en Irak. C'est dans ce contexte là qu'a émergé l'État islamique.

Les Kurdes voulaient démocratiser la Syrie, sans entrer dans une logique confessionnelle. Or l'État islamique émergent a fait que le conflit syrien est devenu un conflit kurde alors que ces derniers n'étaient pas directement concernés.

Que signifie l'État islamique ? Tout en soulignant l'importance d'al-Nosra, et donc Al-Qaïda qui n'a pas disparu, l'État islamique signifie le refus des frontières. C'est un radicalisme de type inédit, qui renoue avec la sur-modernité des guerres modernes que l'on peut observer dans certaines parties du monde. C'est une matrice se présentant comme les matrices prophétiques et qui peut, en effet, brutaliser les sociétés.

Les Kurdes ont payé le prix de cette brutalisation, mais en survivant. La victoire compte, mais ce n'est pas la question principale. Sans la présence des Kurdes, l'État islamique n'aurait pas pu être défait. Mais les Kurdes ont transformé leur espace, d'abord en un espace de résistance, en deuxième lieu en un espace de survie, et enfin en un espace de vie. Cela s'est fait à un prix très lourd. Ne serait-ce qu'en Syrie, quelque 11 000 combattants et combattantes sont morts.

Leur succès a été de maintenir les structures du Kurdistan d'Irak et leur autonomie, malgré quelques défaites, notamment à Kirkūk. Certes, au Kurdistan irakien on peut regretter que l'intégration de la jeunesse ne soit pas parfaite, que les structures du pouvoir ne soient pas très transparentes, que les

crises politiques durent pendant de très longues périodes... les Arabes ne comprennent pas pourquoi, malgré l'existence de partis politiques, et de la liberté de la presse, les Kurdes se battent autant et n'arrivent pas à créer un gouvernement.

Malgré tout cela, on voit qu'avec la Jordanie, le Kurdistan d'Irak est aujourd'hui l'espace le plus pacifié de la région. De la même manière, on voit qu'au Kurdistan syrien, à Rojava, il y a une expérience qui n'est certes pas parfaite, mais d'un autre côté, on sait qu'elle a permis à cette partie de la Syrie (qui compose tout de même 30 % du pays) d'être libérée. Peut-être faudrait-il penser l'avenir de cette région avec un pluralisme politique qui n'existe pas aujourd'hui ? Demain, cette partie du pays pourrait aussi servir à accueillir une opposition démocratique syrienne et penser l'avenir de la Syrie.

On voit que ces deux morceaux du Kurdistan qui sont finalement minoritaires, car la grande majorité de la population kurde ne vit pas dans ces pays-là – le Kurdistan irakien est composé de 6 millions à 7 millions de personnes, le Kurdistan de Syrie en comprend quelque 2,5 millions – sont devenus des espaces qui déterminent l'avenir de la question kurde.

On voit également que pendant cette période, certes, il y'a eu des conflits entre le Kurdistan irakien et le Kurdistan syrien, car ce sont deux systèmes radicalement différents. Cependant, des mécanismes de régulation et d'arbitrage ont pu être aussi mobilisés. Une guerre intra-kurde n'a pas eu lieu, ce que beaucoup de gens craignaient. À chaque fois qu'il y a eu une politique de répression comme à Kobané, les Kurdes se sont mobilisés dans leur totalité.

Donc, de ce point de vue, on peut dire qu'il y a de l'espoir, que ces deux parties du Kurdistan portent de l'espoir. Mais cet espoir va de pair avec une double brutalisation que l'on peut observer en Turquie, et dans les pays d'Irak et d'Iran. En Turquie, le projet de processus de paix a échoué. Il a échoué pour les mêmes raisons que le génocide des Arméniens a commencé en 1914. Nous ne sommes pas dans le même contexte – il n'y a pas de génocide des Kurdes aujourd'hui – mais, en 1914, les Arméniens voulaient refonder l'État ottoman sur des bases égalitaires et démocratiques, alors que le discours du pouvoir était le suivant : « Nous vous reconnaissons, et nous reconnaissons que nous avons commis des injustices envers vous, mais maintenant que cette reconnaissance a eu lieu, il faudrait que vous vous mettiez au service de la Nation turque ». C'est le refus des Arméniens de se soumettre à cette injonction qui a servi d'élément déclencheur du génocide. En 2014-2015, le discours d'Erdogan était exactement le même. On reconnaît les Kurdes et les injustices qui ont été commises à leur encontre, mais désormais il faudrait que « vous les Kurdes, vous vous mettiez au service de la Nation turque et sunnite ». Cependant, le projet kurde était précisément de refonder la Turquie sur des bases égalitaires et démocratiques.

Cette brutalisation que l'on remarque en Turquie a débouché sur une politique de terre brûlée à partir de 2015, mais également au Kurdistan de Syrie, la chute d'Afrine l'a très bien montré. Cela a également montré comment les anti-démocraties pouvaient collaborer, et le cynisme russe durant la chute d'Afrine a été impressionnant. La Turquie, après avoir ouvertement collaboré avec l'État islamique, s'est très clairement rapprochée de l'Iran et de la Russie. Aujourd'hui, malgré la répression, le mouvement kurde n'a pas disparu. Mais la misère et la souffrance sont absolues. Il n'y a plus aucun maire kurde élu qui soit en poste, mais le mouvement kurde continue à obtenir quelque 10 à 12 %. La vie intellectuelle et littéraire kurde reste également très vivace, et dans leur misère les gens discutent de Gilles Deleuze par exemple, et donc on voit comment, sous la répression, la création artistique peut devenir un mode de résistance.

Le deuxième facteur de brutalisation a été l'Iran. On sait combien l'Iran s'est impliqué sur le terrain syrien, et combien il a mis en place une politique milicienne qui regroupe des forces armées de l'Afghanistan et du Pakistan jusqu'à l'Irak et le Liban. On sait combien les exécutions en Iran ont

continué et on sait également qu'elles étaient en partie des exécutions genrées. On exécute plus les femmes pour cause d'insultes à l'égard de Dieu que les hommes.

Là aussi, malgré tout cela, la population kurde n'a pas baissé les bras et les résistances politiques et culturelles ont tenu. Les guérillas ont repris, mais ce qui fait surtout la force du Kurdistan d'Iran aujourd'hui c'est la résistance civile. Même s'il n'y a pas du tout la même structure partisane qu'en Turquie, on ne peut pas oublier le poids électoral des Kurdes iraniens.

Quand je pense au Moyen-Orient et au Proche orient des années 2010, je n'oublie pas la Russie, ni le rôle des pays du Golfe, de l'Arabie Saoudite, dans la tragédie syrienne. Mais je crois que si demain on veut avoir un Moyen-Orient pacifié, il faudrait sans doute savoir dire « non » à l'Iran et à la Turquie simultanément. Dans les deux cas, nous pouvons observer très clairement que la vision que le pouvoir a de l'histoire est une vision guerrière. La guerre est considérée comme la clé de lecture de l'histoire. Dans la mesure où l'histoire passée a aussi été l'histoire de l'humiliation, on envisage l'avenir comme le temps d'une revanche sur le passé. D'où l'existence d'un discours anti-occidental qui est désormais extrêmement clair, y compris dans le cas de la Turquie qui a été pendant très longtemps considérée comme l'alliée de l'Occident.

Dans les deux cas il y'a aussi un discours : la « mission historique ». La Nation persane, maintenant iranienne, et la Nation turque, sont dotés d'une mission historique qui consiste à dominer le monde pour lui apporter l'harmonie. Cette mission historique sert également de bras armé à l'Islam. À la fois Khamenei, le grand guide de la révolution, et le discours d'Erdogan, convergent tous les deux sur cette notion de mission historique. Les deux convergent aussi en ce qu'ils désignent un ennemi. Cette mission historique a été entravée car il y avait des « ennemis » extérieurs, notamment l'Occident, les « ennemis » de l'intérieur et les élites corrompues. Les deux mettent la question de la guerre, à la fois interne et en externe, au cœur de leur politique.

Donc nous faisons face ici à deux anti-démocraties du XXe siècle. Souvent, les termes de « démocraties illibérales », ou encore d'« autoritarisme compétitif », sont employés. Mais en l'occurrence, cela va beaucoup plus loin que cette simple définition. Nous faisons face à deux « anti-démocraties ». Aujourd'hui, la question de l'avenir kurde en Syrie et en Irak et la pérennité de cette autonomie si chèrement acquise dépendent de ce qu'il va se passer dans ces « deux anti-démocraties ».

Ces anti-démocraties vont-elles être autorisées à agir dans la région librement, ou bien allons-nous pouvoir leur dire un jour « non » ?

La réponse nous vient de Raymond Aron. Ce dernier, dans les années 1920 et 1930, a écrit des textes remarquables. Certes, il pensait que la démocratie était sérieusement compromise. Certes, il pensait que la dictature et la tyrannie pouvaient gagner de façon durable. Mais en même temps, il rappelait aux démocraties qu'elles ne peuvent pas rester inactives. Raymond Aron disait que, certes, les démocraties ne vont pas déclarer la guerre aux tyrannies. Cependant, elles diront qu'elles ne se soumettront pas, qu'elles ne peuvent pas être des démocraties impuissantes. Seule leur puissance peut permettre de refuser le chantage des anti-démocraties.

Raymond Aron n'a pas été écouté. Il y a eu le scandale de l'Espagne, qui a été bombardée par l'Allemagne et l'Italie pendant que les démocraties occidentales restaient silencieuses. On a payé le prix avec la « honte » de Munich, et par la suite la Seconde Guerre mondiale, la Shoah et Vichy. La question que l'on peut se poser aujourd'hui est : que faire face à ces anti-démocraties ? Il ne s'agit pas de vouloir déclarer la guerre à ces anti-démocraties, mais de savoir leur dire « non » et de défendre l'honneur des démocraties. Aujourd'hui, le sort des démocraties et le sort des Kurdes se posent dans une même équation.

Permettez-moi de terminer par une question qui n'a pas de rapport direct avec la question kurde, mais un peu tout de même. En 2016, quelque 2000 de nos collègues en Turquie ont signé une pétition intitulée « Nous ne serons pas responsable de ce crime », pour demander le retour de la paix au Kurdistan de Turquie. Récemment, il y a tout juste quelques jours, l'une de ces collègues, un professeur très connu, Madame Füsün Üstel, a été condamnée à 15 mois de prison. Cela nous avertis sur ce qu'il se passe dans ces pays.

Je vous remercie.